

Questions orales

Des voix: Retirez vos paroles!

M. Mulroney: Il a eu l'audace de déclarer à la Chambre qu'il parlait à titre de premier ministre libéral. Ce qu'il a fait a été de politiser toute la Fonction publique et c'est ce qui cause tout le problème.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: C'est ce qu'il a fait; il le fait depuis toujours.

M. Mulroney: Les intérêts du parti libéral l'emportent sur les intérêts des Canadiens ordinaires, surtout les chômeurs.

ON DEMANDE UNE ASSURANCE FORMELLE À PROPOS DE LA LISTE

M. Brian Mulroney (chef de l'Opposition): Je demande au premier ministre de donner aux députés du Nouveau parti démocratique et de mon parti l'assurance formelle qu'aucune liste n'a été dressée des députés qui ont posé des questions pour les insulter et essayer de les intimider dans l'exercice de leurs fonctions. Je voudrais que le premier ministre nous donne sa parole dès maintenant parce que nous avons entendu parler d'activités de ce genre.

Des voix: Bravo!

M. Hees: Avouez, Pierre!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai fait une distinction entre les employés du cabinet du premier ministre et ceux d'autres services et j'ai dit espérer qu'ils se préoccupaient beaucoup des libéraux du Canada. C'est leur travail.

Une voix: Est-ce leur travail?

M. Mulroney: Leur travail est d'être équitables. Vous êtes censé être le premier ministre de tout le pays.

M. Hees: Vous êtes censé être impartial.

M. le Président: A l'ordre! Le premier ministre a la parole.

M. Trudeau: Monsieur le Président, j'ose croire que le personnel du chef de l'opposition travaille pour lui et non pour les ministériels. Si ces personnes ne le faisaient pas, je suis certain qu'elles seraient congédiées parce que le chef de l'opposition a laissé entendre qu'il était prêt à congédier tout fonctionnaire qui a été politisé. Il a dit que nous avions politisé toute la Fonction publique. Si c'est ce qu'il pense, j' imagine qu'il congédiera tous les fonctionnaires. Il les soupçonne tous d'être les serviteurs du parti libéral, ce qui est une affirmation ridicule de la part du chef d'un parti sérieux.

M. Nielsen: Vous avez nommé des libéraux partout, aux sociétés de la Couronne et au Sénat.

M. Trudeau: Nous avons un chef irréflecti d'une opposition qui est peut-être irréflectie elle aussi.

M. Hees: Parlez-nous de la liste noire, Pierre. Donnez-nous des nouvelles à propos de la liste noire.

M. Trudeau: La Fonction publique du Canada sert le gouvernement élu du pays.

M. Nielsen: Je pensais qu'elle servait la population.

M. Trudeau: Le gouvernement est maintenant libéral et il était auparavant conservateur.

M. Hees: Il sera conservateur très bientôt.

M. Trudeau: Il sera peut-être conservateur un jour ou l'autre, mais il ne faut pas y compter vu la façon dont le chef de l'opposition s'occupe de ses affaires.

M. le Président: La parole est au député de Hamilton Mountain.

M. Trudeau: Monsieur le Président . . .

M. Deans: Merci, monsieur le Président.

M. le Président: La parole est au très honorable premier ministre.

M. Trudeau: Monsieur le Président, on a dit que je n'avais pas répondu à la question. C'est bien vrai qu'on m'a interrogé à propos de listes . . .

M. Hees: Donnez-nous la liste noire, Pierre.

M. Trudeau: Vous êtes tombé sur la tête.

M. le Président: La présidence a de la difficulté à faire le rapport entre les questions et les réponses. Je signale aux députés que cette période des questions est en train de se transformer en une série de petits débats au lieu d'être un échange de questions et de réponses. La parole est au député de Hamilton Mountain.

M. Nystrom: Pour poser une question raisonnable.

M. Deans: Monsieur le Président, voilà j'imagine ce qu'on obtient avec un million de dollars. Je ne veux pas tremper là-dedans. Cela me paraît louche.

M. McDermid: Rien à craindre, on ne veut pas de vous.

* * *

LES FINANCES**LES CONCESSIONS FISCALES ACCORDÉES AUX GRANDES SOCIÉTÉS**

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. On apprend de sources appartenant au ministère des Finances que le gouvernement a l'intention d'accorder la semaine prochaine des concessions fiscales encore plus grandes aux sociétés, et spécialement d'augmenter l'allocation du coût en capital et de réduire le taux d'imposition des avocats et des médecins. Nous donnons déjà dans les 10 milliards par année à ces sociétés. Et rien ne montre que cela crée un seul emploi au Canada. Le ministre veut-il nous donner aujourd'hui l'assurance qu'il va mettre un terme la semaine prochaine à cet arnaquage du contribuable moyen, faire en sorte que les sociétés cessent de financer leur activité par des cadeaux fiscaux qui ont pour résultat de faire augmenter les impôts des contribuables moyens?